



[Télécharger sous pdf](#) | [s'abonner gratuitement](#) | [Numéros précédents](#) disponible en [espagnol](#), en [portugais](#) et en [anglais](#)

## MOUVEMENT MONDIAL POUR LES FORÊTS TROPICALES

### Bulletin Mensuel - Numéro 184 - Novembre 2012

#### NOTRE OPINION

- **REDD, déforestation et causes du déboisement**

#### COMMUNAUTÉS ET FORÊTS MENACÉES PAR LE SYSTÈME REDD

- **À l'intention des communautés : alertes sur REDD**  
*Le WRM a publié un nouveau livret intitulé « 10 alertes sur REDD à l'intention des communautés ». Le livret prétend donner des renseignements sur REDD, en résumant les expériences concrètes de diverses communautés du monde entier à ce sujet, telles que le WRM les a constatées. Ce qui suit est un résumé du contenu de cette publication.*
- **Les grandes ONG en quête de REDDemption**  
*En soutenant les projets REDD, les grandes ONG aident les entreprises polluantes à améliorer leur image.*
- **Indonésie – Le projet REDD de Partenariat pour les forêts et le climat du Kalimantan : peu de partenariat, beaucoup de problèmes**  
*Cet article est basé sur une visite de 4 jours et sur des discussions avec les habitants de 5 villages sur les 7 les plus touchés par ce projet. Les villageois se sont plaint des bénéfices supposés du projet, et ils ont affirmé que la destruction de la forêt ne s'est pas arrêtée dans la zone concernée, tandis que la multiplication des activités minières, de l'extraction d'arbres et des plantations de palmiers à huile dans la zone environnante conspire encore plus contre l'objectif de réduire les émissions dues au déboisement.*
- **L'économie verte au Brésil : des femmes parlent des impacts du projet REDD de la SPVS et d'une zone protégée de la fondation Boticário**  
*Témoignages de femmes des communautés touchées par les effets de projets de carbone et de conservation des forêts qui font partie aujourd'hui de ce qu'on appelle « l'économie verte ».*
- **Des défenseurs du droit de l'homme à l'environnement s'opposent à REDD+, au Chiapas et en Californie**  
*Des organisations sociales essaient d'empêcher la réalisation d'un accord entre le Chiapas et la Californie, en dénonçant d'une part qu'il peut faire augmenter les émissions en Californie et, d'autre part, qu'il risque d'accroître la concentration de terres au Chiapas.*
- **REDD et les Peuples Indigènes au Costa Rica**  
*Par l'application du système REDD, le gouvernement du Costa Rica prétend consolider des milliers d'hectares de territoires indigènes. Bien qu'il n'existe encore aucun accord sur REDD+ dans le pays, le peuple bribri en subit déjà les effets.*
- **Territoire contesté : nouvelle vidéo sur l'opposition entre l'économie verte et les économies communautaires du sud du Brésil**

*Une histoire sur les peuples de la Forêt Atlantique du sud du Brésil, où l'économie verte et les économies communautaires se disputent le territoire.*

## LES GENS SE METTENT À L'OEUVRE

- **Brésil – Le peuple indigène Mundukuru annule un projet REDD**
- **La Vía Campesina : l'agro-écologie est la pierre angulaire de la souveraineté alimentaire**
- **Avertissement aux institutions financières : ne financez pas la destruction des forêts que font l'APP et d'autres entreprises papetières indonésiennes**
- **Brésil : des indigènes bloquent la voie ferrée de VALE**

## RECOMMANDATIONS

- **Vidéo : « REDD démasqué. La fausse solution climatique. »**
- **Rapport : « La reconnaissance des sites et des territoires naturels sacrés du Kenya : analyse de la manière dont la constitution kényane et la législation nationale et internationale peuvent contribuer à la reconnaissance des sites naturels sacrés et de leur systèmes communautaires de gouvernance »**
- **Vidéo : Appel à l'action des leaders indigènes Sarayaku**
- **Nouveau bulletin d'information : REDD et les services écologiques menacent la vie des habitants des forêts de l'Acre, Brésil**

[index](#)

---

## NOTRE OPINION

### - REDD, déforestation et causes du déboisement

Il devient de plus en plus évident que les efforts que font certains gouvernements, ONG, institutions et entreprises pour que REDD soit la principale stratégie de réduction de la déforestation ne sont pas en train d'aboutir dans les pays qui ont des forêts tropicales. L'abattage d'arbres se poursuit à toute vitesse, sous l'impulsion de divers « projets de développement » qui concernent l'extraction minière, les plantations industrielles de palmier à huile, de soja et d'autres cultures, les barrages hydroélectriques et les infrastructures destinées à faciliter le déplacement des matières premières. Même la soi-disant « gestion forestière durable » finit par accroître la destruction.

De la même manière augmentent les preuves que les projets REDD en cours d'exécution dans plusieurs pays de forêt tropicale sont en train de causer beaucoup de problèmes aux communautés locales, comme le montrent plusieurs articles du présent bulletin. Cette situation a porté le WRM à rédiger, à partir des expériences mentionnées, un livret intitulé « 10 alertes sur REDD à l'intention des communautés », dont on parle aussi dans ce bulletin. Parmi les principaux problèmes mentionnés par les communautés figurent les restrictions qu'elles subissent en ce qui concerne leur utilisation traditionnelle des forêts et leur contrôle du territoire.

Bien avant l'apparition de REDD, même ceux qui connaissent à peine la problématique

des forêts tropicales savaient déjà que la meilleure manière de combattre leur destruction était de garantir aux peuples qui les habitent et qui en dépendent leur droit au territoire et à l'utilisation de la forêt. De nombreux exemples prouvent que, là où ces droits sont garantis, les forêts sont mieux conservées.

Un des rares aspects positifs des dernières négociations sur REDD dans la Convention sur les changements climatiques de l'ONU – dont il y aura une nouvelle séance ce mois-ci à Doha, au Qatar – est peut-être que les causes de la déforestation feront à nouveau l'objet de discussions. Depuis qu'on parle de REDD, un des éléments qui ont le plus désavantagé les peuples des forêts est que, dans leurs efforts de « se préparer pour REDD », les pays ont insisté à signaler ces peuples comme les principaux responsables de la déforestation en raison de « pratiques » telles que l'agriculture itinérante. Il est également révoltant de constater que les « grands projets de développement » déjà mentionnés ne reçoivent pas le même traitement ; au contraire, ils sont toujours considérés comme des initiatives importantes pour la « croissance », en dépit de la destruction qu'ils causent.

En outre, les grandes entreprises impliquées dans la destruction des forêts tropicales comptent profiter de REDD et de la commercialisation des services environnementaux pour « compenser » leurs activités destructrices.

Bien que, sur le plan international, REDD puisse avoir les jours comptés faute de financement, les grandes entreprises ne cessent de chercher à « compenser » leurs actions destructrices par des activités « vertes », essayant ainsi de justifier l'injustifiable. Pour ces entreprises qui deviennent toujours plus grandes, un système de ce genre est d'une importance fondamentale, maintenant que les contradictions du modèle déprédateur d'exploitation des ressources naturelles deviennent de plus en plus explicites et se voient, par exemple, dans les effets des changements climatiques, de la dégradation environnementale et de la déforestation.

Nous pensons que seulement la résistance et la mobilisation des communautés touchées par les grands projets de « développement », soutenues par la solidarité nationale et internationale, seront suffisamment fortes pour pousser les gouvernements à adopter des mesures efficaces afin de réduire le déboisement, en visant ceux qui vraiment sont en train de provoquer la destruction.

En plus, il faut prendre des mesures urgentes contre les causes profondes de la déforestation et, en particulier, pour le changement structurel du modèle de production et de consommation absolument non durable des pays les plus industrialisés. Ce n'est pas par des initiatives individuelles qu'on y parviendra ; il faut que les gouvernements prennent des mesures énergiques pour diminuer le pouvoir des grandes entreprises, du grand capital en général et du capital financier en particulier. En plus de reconnaître les droits des peuples des forêts, telle est la voie à suivre pour réduire vraiment la déforestation.

[index](#)

## - À l'intention des communautés : alertes sur REDD

Le WRM a publié un nouveau livret intitulé « 10 alertes sur REDD à l'intention des communautés ». Le livret prétend donner des renseignements sur REDD, en résumant les expériences concrètes de diverses communautés du monde entier à ce sujet, telles que le WRM les a constatées. Ce qui suit est un résumé du contenu de cette publication.

Presque 300 millions de personnes dépendent des forêts tropicales pour vivre, mais les grandes entreprises, avec leurs affaires d'exploitation du bois, du pétrole, du gaz et du charbon, d'extraction minière, de plantations industrielles d'arbres ou d'aliments, d'élevage industriel et de grands barrages hydroélectriques, sont en train de les saccager et de les détruire.

Pour faire face à la déforestation, les gouvernements ont pris des mesures telles que la création de parcs naturels ou de zones protégées ; or, en plus de s'être avérées inefficaces, ces initiatives ont souvent porté préjudice aux communautés tributaires des forêts car elles les ont expulsées de leurs territoires. Pourtant, ces populations n'ont jamais détruit la forêt, parce que cela équivaldrait à détruire leur propre maison... Le fait d'abattre quelques arbres pour répondre aux besoins élémentaires ou pour pratiquer l'agriculture itinérante dans des zones qu'on laisse ensuite se régénérer n'est absolument pas la cause de la déforestation.

Les défenseurs des systèmes REDD et REDD+ les présentent comme solution du changement climatique et de la déforestation. Ils allèguent que le carbone qui est libéré quand on brûle un arbre est semblable à celui qui est libéré, par exemple, quand les entreprises brûlent du pétrole, alors que ce dernier provoque des changements dans le climat. Grâce à REDD, ces entreprises pourront continuer à brûler du pétrole, puisqu'elles seront en mesure d'acheter le droit de libérer du carbone à quelqu'un qui est en train de l'économiser, par exemple à celui qui s'engagera à maintenir intact le carbone stocké dans les arbres d'une forêt.

Cependant, cette proposition vient de l'extérieur et elle impose aux communautés des restrictions et des interdictions qui touchent leur mode de vie et leur manière d'utiliser la forêt : il y aura des occasions où elles ne pourront même pas couper un arbre pour fabriquer un canoë, où elles ne pourront chasser, pêcher ni cueillir des fruits, des plantes médicinales et des aliments de la forêt. Si quelqu'un désobéit il se trouvera aux prises avec la police ou avec un garde privé du projet REDD, et il risquera même d'aller en prison. L'ensemble de la communauté y perd. Se voyant isolées et sans possibilité de travailler, les familles commencent à chercher d'autres options, souvent dans les villes ; elles quittent la communauté et celle-ci s'affaiblit.

Cela comporte la perte de modes d'existence, de cultures et aussi de souveraineté alimentaire, puis qu'on ne peut plus cultiver des aliments par la méthode traditionnelle de l'agriculture itinérante. Il s'agit d'un contrôle du territoire, des zones où la forêt existe toujours ; c'est là que les promoteurs de REDD vont chercher le carbone, mais c'est là également que vivent les communautés, de sorte que l'utilisation de la forêt devient une source de conflit.

Les promoteurs de REDD promettent à la communauté des emplois, de l'argent et des

services sociaux pour la compenser de ce qu'elle perd en ne pouvant plus faire usage de la forêt.

Souvent, la communauté accepte le projet REDD en pensant que sa vie en sera meilleure, mais elle rencontre ensuite plusieurs problèmes. L'un d'eux apparaît lorsque quelques membres de la communauté sont employés comme gardes forestiers et doivent veiller à ce que les autres ne coupent d'arbres, ne chassent, ne pêchent ni ne plantent dans la forêt : REDD dresse les uns contre les autres. Un autre problème peut se présenter lorsqu'on offre de l'argent à la communauté pour qu'elle crée une nouvelle organisation, suivant un modèle préétabli, pour administrer les ressources : la nouvelle organisation peut entrer en conflit avec l'organisation traditionnelle de la communauté.

Les projets REDD n'ont pas pour but le bien-être de toute la communauté. Pour cette raison, ils avantagent certains de ses membres mais désavantagent ou même excluent certains autres. La communauté en est divisée et sa capacité d'organisation diminue, alors que celle-ci est fondamentale pour lutter contre les effets négatifs du projet et pour maintenir ou récupérer le contrôle du territoire.

L'objectif principal des projets REDD est de « vendre » du carbone et de gagner de l'argent. Ils n'ont pas pour but de résoudre les problèmes communs à de nombreuses communautés, comme la non-reconnaissance de leurs droits territoriaux ou les défaillances des services de santé, d'éducation, de transport ou de commercialisation de la production communautaire. Ces problèmes découlent de l'absence de politiques publiques appropriées, et REDD ne va pas les résoudre.

Le système REDD ne résoudra pas non plus le problème de la déforestation. Ses projets sont mis en œuvre dans une étendue de forêt déterminée ; en dehors de cet espace, les activités destructrices peuvent continuer.

D'autre part, qui finance les projets REDD ? En plus de quelques gouvernements, la liste inclut des industries polluantes soucieuses de montrer qu'elles « compensent » la pollution qu'elles provoquent ailleurs. Or, la « compensation » par l'achat de carbone ne résout ni l'avenir des forêts ni le problème du changement climatique, parce que les matières premières dont ces industries ont besoin – minéraux, pétrole, charbon, grands volumes d'électricité produite par d'énormes barrages hydroélectriques – proviennent souvent des forêts. Les entreprises continuent de polluer et de déboiser mais, grâce à REDD, elles « se maquillent de vert » sous prétexte qu'elles investissent de l'argent dans des projets qui « diminuent » la déforestation.

Dans les projets REDD interviennent aussi de grandes ONG, des experts de l'État et des consultants, qui se chargent de la coordination et des aspects « techniques ». Il n'est pas difficile de comprendre, du moins en partie, ce qu'est REDD. En revanche, il est très difficile ou même impossible de comprendre que la pollution d'un endroit puisse être compensée par une activité qui a lieu à des milliers de kilomètres de distance et que, en plus, cette pollution puisse donner lieu à de nouvelles affaires, comme l'achat et la vente de permis d'émission sur ce qu'on appelle le marché du carbone.

Les membres des communautés concernées expliquent REDD en disant qu'il y a un problème de pollution à un endroit éloigné et que les promoteurs de REDD essaient

de le résoudre chez eux, c'est-à-dire dans le territoire de cette communauté. Ils disent donc que le mieux serait de résoudre le problème où il est apparu, et non dans leur territoire, où il entraîne d'autres problèmes. Bien entendu, il s'agit d'une solution logique, beaucoup plus simple et raisonnable : il faut arrêter la pollution là où elle est produite.

On sait aussi que la meilleure façon de préserver la forêt est de garantir les droits territoriaux et d'utilisation des peuples des forêts et des communautés qui en dépendent, de les appuyer et de contribuer au maintien de leurs méthodes de conservation et de gestion du territoire. Sans aucun doute, il est nécessaire aussi de combattre et d'interdire les causes directes de la déforestation, comme l'extraction minière, l'exploitation du pétrole, la construction de grands barrages et la monoculture industrielle... De même, il faut arrêter la surconsommation de produits et d'énergie que fait une minorité de l'humanité, surtout aux États-Unis et en Europe.

Or, REDD ne propose rien de tout cela. Au contraire, il autorise les entreprises à polluer et à continuer de déboiser... ailleurs.

La bonne nouvelle est que, dans le monde entier, la résistance au système REDD est en train de croître. Les communautés s'organisent de plus en plus pour garantir et reconquérir le contrôle et l'usage collectif de leurs territoires. Dans cette lutte, il est important de connaître ce qui s'est vraiment passé dans d'autres communautés au sujet de REDD. Il est important de savoir que le combat est commun à plusieurs et qu'en s'unissant et en s'organisant il est possible d'arrêter cette nouvelle forme de destruction.

Résumé du livret « 10 alertes sur REDD à l'intention des communautés », rédigé par le WRM, disponible sur <http://www.wrm.org.uy/publications/10AlertesREDD-fran.pdf>

[index](#)

---

## **- Les grandes ONG en quête de REDDemption**

La menace du changement climatique s'est accrue, en parallèle avec l'introduction des marchés financiers dans tous les domaines de la vie, le changement climatique compris.

Comme le présent numéro du Bulletin du WRM essaie de le montrer, REDD est une fausse solution, aussi bien de la déforestation que du changement climatique, mais il est utile pour le marché du carbone, un nouveau marché financier, sophistiqué et démentiel, où sont négociés les crédits de carbone dont les pollueurs se servent pour compenser leurs émissions de gaz à effet de serre. Cette année, le marché du carbone a doublé en valeur, atteignant 237 millions de dollars, bien que le volume des transactions ait diminué de 22 % par rapport à 2010. [1]

S'agissant d'un élément de l'architecture financière, les principaux bénéfices produits par REDD vont aller, bien évidemment, aux acteurs financiers. Néanmoins, plusieurs institutions, grandes ONG, sociétés transnationales et gouvernements présentent REDD comme quelque chose de très convenable pour les communautés, qui finiront par

obtenir quelques centimes pour « compenser » les effets négatifs qu'elles auront subis. Plusieurs articles du présent bulletin traitent des implications nuisibles du système REDD.

Le marketing de ce système a remporté quelques succès parce que certains acteurs ont réussi à le rendre crédible. De grandes ONG, telles que The Nature Conservancy, Conservation International, le Fonds mondial pour la nature (WWF), Forest Trends et Rainforest Alliance participent ou soutiennent de nombreux projets REDD dans les pays du Sud.

Leurs partenaires plutôt « marrons » – Alcoa, Arcelor Mittal, Barrick Gold, le groupe BG, BHP Billiton, la Fondation BP, Bunge, Cargill, Chevron, Coca-Cola, le groupe De Beers, Giti Tire, Goldman Sachs, JP Morgan Chase & Co, Kimberly-Clark, Kraft Foods, McDonald's, le groupe Medco, Monsanto, MPX Colombia, Newmont Mining Corporation, Northrop Grumman Corporation, Rio Tinto, Shell, The Walt Disney Company, Toyota Motor Corporation, United Airlines, Walmart, Wilmar International – avaient besoin urgent d'une couche de « vert », et ils l'ont obtenue.

En mars 2010, le magazine nord-américain The Nation a publié un article de Johann Hari [2] ; celui-ci avait examiné les liens financiers qui existaient entre les organisations écologistes et les grandes entreprises peu respectueuses de l'environnement, en particulier parce qu'on avait découvert que la grande organisation The Nature Conservancy avait établi depuis longtemps une relation très convenable avec le géant du pétrole BP, grâce à laquelle ce dernier « verdissait » son image tandis que TNC obtenait des fonds pour ses projets.

Hari avait écrit :

« Les organisations écologistes étaient surtout financées par leurs membres et par des sympathisants fortunés. Elles avaient un seul but : éviter la destruction de l'environnement. Elles avaient peu d'argent mais elles jouaient un rôle très important car elles contribuaient à sauver de vastes étendues naturelles et à introduire dans les législations des normes strictes pour interdire la pollution de l'air et de l'eau. Pourtant, Jay Hair, président de la National Wildlife Federation de 1981 à 1995, n'était pas satisfait, et il trouva une nouvelle et énorme source de revenus : les pires pollueurs.

Hair s'aperçut que les grandes entreprises pétrolières et gazières étaient disposées à donner de l'argent aux organisations conservacionnistes. Oui, elles étaient en train de détruire beaucoup d'endroits du monde naguère intacts. Oui, vers la fin des années 1980 il était devenu évident qu'elles étaient en train de déstabiliser de façon dramatique le climat, la base même de la vie. Mais, du point de vue de Hair, elles n'étaient pas pour autant des ennemies, elles voulaient vraiment redresser leurs torts et payer pour préserver l'environnement. Il commença à leur soutirer des millions et, en retour, son organisation et d'autres, comme The Nature Conservancy (TNC), leur donnèrent des prix de 'gestion responsable de l'environnement'.

Des entreprises telles que Shell et British Petroleum (BP) étaient ravies. Elles avaient trouvé une 'assurance réputation' : dès qu'elles étaient critiquées pour leurs fortes émissions de gaz à effet de serre, ou pour leur participation à l'assassinat de dissidents qui voulaient que l'argent du pétrole aille à la population locale, ou pour un déversement de pétrole qui avait causé des dégâts irréparables, elles faisaient miroiter leurs prix écologiques, achetés au moyen de dons 'charitables', pour parer au risque de se voir appliquer des réglementations gouvernementales. »

La tendance actuelle au pragmatisme pousse la plupart des gouvernements et plusieurs grandes ONG à passer des accords avec le secteur privé, et même avec de grandes entreprises qui ont été et qui sont toujours responsables de la destruction des forêts. Ainsi, ces pollueurs peuvent acheter allègrement leur rédemption en participant à des projets REDD ou REDD+.

La plupart des projets REDD ou REDD+ ont des rapports avec le marché du carbone, et impliquent de fixer une valeur économique aux forêts et aux émissions. Conservation International annonce qu'elle cherche « à encourager le financement de REDD+ et d'initiatives basées sur le marché pour créer une demande de compensations à partir du carbone des forêts », et elle est enthousiaste à l'égard du commerce du carbone : « Le nouveau marché du carbone offre une des meilleures opportunités des cinquante dernières années de stopper la destruction des forêts tropicales qui restent au monde en réunissant les acheteurs et les vendeurs de crédits de carbone ». Les grandes ONG sont vraiment favorables au marché du carbone, pour la compensation d'émissions en général et pour REDD en particulier.

Conservation International est présente en Afrique, où elle donne du soutien technique et financier à des projets REDD en RDC, en Guinée équatoriale, à Madagascar et au Libéria. En Asie, elle est derrière des projets de carbone forestier en Chine, aux Philippines et en Indonésie, tandis qu'en Amérique latine elle participe à des projets en Équateur, au Pérou, au Brésil, au Guatemala, au Mexique et en Colombie.

#### **GRANDES ONG QUI SOUTIENNENT DES PROJETS REDD EN AFRIQUE, EN ASIE ET EN AMÉRIQUE LATINE**

Conservation International (CI) est présente en Afrique, où elle donne du soutien technique et financier à la coordination d'une stratégie nationale REDD et à la formulation de deux projets pilotes REDD dans deux réserves naturelles (Tayna et Kisimba-Ikobo) dans la province de Nord Kivu de la République démocratique du Congo [3]. En Guinée équatoriale, CI a des projets pilotes dans le parc national de Monte Alén. À Madagascar, elle participe au projet de la forêt Makira et à celui du couloir de Mantadia, tandis qu'au Libéria elle fait partie du Réseau de zones protégées.

CI entérine aussi plusieurs projets de carbone forestier en Asie et en Amérique latine : Initiative pour la forêt de Tengchong en Chine, Sierra Madre aux Philippines, Bassin de Mamberamo en Indonésie, Initiative du Couloir Chocó-Manabí en Équateur, Forêt Alto Mayo au Pérou, Forêt atlantique du nord-est et Projet Muriqui de carbone forestier au Brésil, Projet



de conservation de la Réserve de biosphère Maya au Guatemala, Initiative sur le carbone de La Cojolita dans la Selva Lacandona au Mexique, Couloir de conservation Bogotá en Colombie.

The Nature Conservancy (TNC) participe au projet REDD de Rio Bravo au Belize, au projet Noel Kempff en Bolivie, au projet Forêt Atlantique de Guaraqueçaba au Brésil (voir l'article sur l'économie verte au Brésil dans ce bulletin), au projet de la Forêt de Tengchong dans la province de Yunnan, en Chine, et au projet du district de Berau à Bornéo, en Indonésie. TNC participe aussi à des projets pilotes REDD qui sont à l'étape initiale au Brésil (o projet São Félix do Xingu, au Pará, dans le nord-ouest du Mato Grosso). TNC est responsable de la gestion des ressources provenant de la vente du carbone piégé dans le projet de Conservation de la biodiversité et utilisation durable de Mbaracayú, un projet GEF au Paraguay. Elle est aussi conseillère en développement de mécanismes financiers dans le Programme de services environnementaux par le piégeage de carbone dans la réserve de biosphère de Sierra de las Minas et dans le projet de déforestation évitée dans le parc national de Sierra del Lacandón au Guatemala.

WWF Brésil participe, avec l'UICN, au Projet de carbone de l'État d'Acre – Paiement pour services écologiques, et soutient au Pérou le projet REDD Madre de Dios Amazonas.

La notion même de conservation est inappropriée. Comme l'a dit Hari, « en pleine période de réchauffement planétaire, la vieille notion de conservation – qui consiste à conserver intacte une parcelle isolée – n'a pas de sens. Si la biosphère est en train de s'écrouler autour de vous, vous ne pouvez pas clôturer un coin luxuriant de verdure pour le protéger : lui aussi va mourir. »

D'autre part, le commerce du carbone ne réduit pas les émissions. Au contraire, il distrait de façon dangereuse de ce qui est urgent : réduire vraiment les émissions de gaz à effet de serre qui proviennent des combustibles fossiles brûlés.

Malheureusement, beaucoup d'argent et d'efforts sont consacrés à promouvoir des solutions fausses, comme les systèmes REDD et REDD+ basés sur le marché. Leurs défenseurs devraient se rappeler qu'ils sont fortement responsables de ce détournement de temps et d'argent qui contribue à aggraver les crises climatique, sociale et de la biodiversité.

[1] Leveraging the Landscape: State of the Forest Carbon Markets 2012, Ecosystem Marketplace.

[2] <http://www.thenation.com/article/wrong-kind-green#>.

[3] République démocratique du Congo. Le projet pilote REDD de Conservation International : une production inédite de la Disney, Belmond Tchoumba, WRM, 2011, [http://wrm.org.uy/subjects/REDD/DRC\\_REDD\\_fr.pdf](http://wrm.org.uy/subjects/REDD/DRC_REDD_fr.pdf).

## **- Indonésie – Le projet REDD de Partenariat pour les forêts et le climat du Kalimantan : peu de partenariat, beaucoup de problèmes**

Cet article est basé sur une visite de 4 jours et sur des discussions avec les habitants de 5 villages sur les 7 les plus touchés par ce projet. Les villageois se sont plaint des bénéfices supposés du projet, et ils ont affirmé que la destruction de la forêt ne s'est pas arrêtée dans la zone concernée, tandis que la multiplication des activités minières, de l'extraction d'arbres et des plantations de palmiers à huile dans la zone environnante conspire encore plus contre l'objectif de réduire les émissions dues au déboisement.

### **Introduction**

Le KFCP (Kalimantan Forests and Climate Partnership) est un projet REDD sur quatre ans qui a démarré en 2009 dans le but de produire des compensations en réduisant les émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts dans une zone d'environ 120 000 hectares au Kalimantan central. Le projet est basé sur un accord bilatéral entre les gouvernements australien et indonésien. À ce jour, le gouvernement australien a financé le projet avec près de 31 millions de dollars. D'après un leader communautaire, la forêt à protéger occuperait 60-70 % de la superficie concernée ; le projet comporterait aussi des activités de reboisement et de restauration, en plus d'une composante dite de subsistance.

Sept villages situés le long du fleuve Kapuas, soit près de 2 600 familles, sont directement touchés par les activités mentionnées. Les habitants sont surtout des Dayak. Chaque village a un chef désigné et employé par l'État, et des leaders élus par les communautés en fonction de critères religieux (islamiques, chrétiens et traditionnels). Une ONG locale dénommée YPD travaille pour défendre les droits communautaires et les moyens d'existence de la population.

Le projet KFCP s'ajoute à une série d'interventions verticales qui ont eu lieu dans la zone au cours des dernières décennies, et qui ont commencé aux temps de Suharto lorsque la zone a été incluse, dans les années 1990, dans le grand projet rizier grâce auquel le gouvernement entendait contribuer à l'autosuffisance alimentaire du pays et encourager la transmigration vers la région. Dans ce but, les tourbières avaient été asséchées en construisant un énorme système de canaux, mais l'opération s'est avérée désastreuse car le riz n'a pas poussé comme il fallait. En revanche, ce qui a bien réussi c'est l'exploitation forestière à grande échelle, au profit du clan Suharto, et les incendies et la destruction de la forêt se sont multipliés.

Après le grand projet rizier, d'autres initiatives directives de nature conservacionniste ont été mis en œuvre dans la région, comme le projet de protection des orangs-outangs Bosmawas (Borneo Orangutan Survival Foundation), et le projet CKPP pour les tourbières du Kalimantan central. Le but du CKPP était de récupérer une partie des tourbières et de leur végétation en bouchant les canaux du projet rizier. Ceci figure maintenant parmi les activités de réhabilitation du projet KFCP.

Le CKPP était une initiative d'ONG internationales telles que Wetlands International, WWF et CARE. Ces mêmes ONG participent maintenant au projet REDD KFCP, et les membres de la communauté disent que le personnel du KFCP inclut des personnes

qui ont travaillé dans le CKPP.

### **Le « partenariat »**

Les membres de la communauté se plaignent que les villages concernés n'ont jamais donné leur consentement par l'intermédiaire de leurs propres autorités. Ce que le KFCP considère comme « consentements » sont en fait des accords passés avec les chefs de village nommés par l'État.

Les villages ont été soumis à des enquêtes, ils ont eu des cours sur le contrôle des incendies et des ateliers sur REDD, dits de « familiarisation ». Un habitant a expliqué qu'après le premier atelier, les gens n'avaient toujours pas compris ce qu'était REDD ; ils avaient demandé une deuxième session en langage plus simple, mais cette fois non plus personne n'avait compris. Néanmoins, ils avaient été « socialisés » au sujet du projet REDD, surtout parce qu'on leur avait dit qu'il allait apporter de l'argent et du travail aux communautés.

L'emploi semble être le principal avantage que le projet leur apporterait, en particulier par des activités de reboisement. Chaque famille ou participant devrait planter entre 400 et 575 arbres. Or, le paiement est très bas, d'environ 100 USD, il est fait par paquets (par exemple, 50 % au début et 50 % à la fin des activités), et parfois en retard. En outre, dans le village de Sei Ahas les gens ont ajouté que le paiement dépendait aussi du nombre d'arbres plantés, et que chaque participant devait payer les autres dépenses, comme par exemple les frais d'installation d'une petite pépinière et le transport. Les personnes vraiment pauvres ne sont pas avantagées parce que l'argent payé pour le reboisement ne leur suffit pas pour survivre. En plus, ces activités prennent un temps considérable, de sorte qu'ils n'ont pas le temps de s'occuper de leurs propres activités de subsistance. D'autre part, dans le village de Sei Ahas les travailleurs sont surtout des femmes, apparemment parce que le KFCP inclut une « composante de genre ».

Les villageois se plaignent aussi du manque de transparence et se méfient de la gestion du projet. Dans le cas du village de Sei Ahas, par exemple, les activités de reboisement disposeraient d'environ 360 000 USD, beaucoup plus que ce qui est payé à ceux qui participent au travail. Ainsi, les gens se demandent où va le reste de l'argent.

Bien que le projet soit présenté comme un « partenariat », les gens n'en assument pas la responsabilité parce qu'ils n'y apportent que la main-d'œuvre. Comme ce n'est pas leur projet, les activités qu'il implique ne les intéressent pas. Un villageois a dit : « les gens ont même planté des jeunes arbres morts », pour être payés sur la base du nombre de spécimens plantés. Un autre, membre de l'YPD, n'y voit pas de bénéfices réels, et il ajoute qu'il est difficile pour eux d'exprimer et de faire considérer leurs inquiétudes : « c'est un projet du gouvernement, et nous n'avons qu'à le suivre ».

D'après un leader du village de Sei Ahas, le KFCP leur aurait assuré qu'ils pourraient un jour « vendre » le carbone stocké dans les arbres plantés. À leur tour, ils auraient demandé pourquoi ne pas vendre le carbone déjà stocké dans les forêts existantes, mais le représentant du KFCP leur aurait répondu que cela n'était pas possible parce que le KFCP ne pouvait pas calculer ce volume et ne pouvait donc pas « l'acheter ».

Les villageois commentent aussi que le KFCP les a aidés à faire un plan du village mais, là aussi, un leader se plaint : les représentants du KFCP ont bien organisé des réunions et laissé les gens dire ce qu'ils pensaient, mais ils ont tenu à imposer leur propre programme en disant qu'ils allaient « améliorer » le plan proposé par la communauté. Ensuite ils ont demandé au chef du village de signer le plan « amélioré ». Le villageois qui a raconté ceci a dit que, pour cette raison, il avait démissionné de son poste de secrétaire du village. Il affirme que le KFCT n'a jamais présenté la carte définitive de la zone du projet ni le plan « amélioré », et que le programme n'est pas basé sur les demandes de la communauté mais plutôt sur les caractéristiques écologiques de la zone.

En résumant, les villageois entendus estiment que si le projet organise des réunions avec les communautés c'est surtout pour obtenir leurs signatures sur la liste de présence. Ils racontent qu'après plusieurs réunions normales, le KFCP a voulu organiser quelque chose de différent, et les villageois ont suggéré une présentation de danses traditionnelles. Or, le spectacle, organisé par le KFCP, n'était pas traditionnel et, en plus, il n'était pas approprié pour les enfants. Et même pour cette activité il y avait une liste de présence.

### **Moins de déforestation ?**

Les villageois disent que les incendies de forêt continuent et que le KFCP ne fait rien pour les arrêter. Avec des gens de Mantangai Hulu, nous avons visité un endroit qui avait été brûlé par des gens de l'extérieur pour obtenir un arbre de prix et le vendre sur le marché intérieur. Le feu est utilisé pour brûler les herbes, de manière à pouvoir identifier les arbres et les extraire. Bien que certaines personnes de la communauté y participent, ils en tirent très peu de profit. Les principaux bénéficiaires sont les gens de l'extérieur qui contrôlent l'affaire.

#### **Une méthode traditionnelle pour combattre les incendies de forêt**

Les Dayak ont un système traditionnel de bassins qu'on appelle « beje » ; ces bassins sont creusés près du fleuve Kapuas pour avoir des poissons lorsque le niveau de l'eau descend à la fin de la saison des pluies. En plus des poissons, ce système traditionnel a l'avantage de fournir de l'eau pour l'irrigation, et il permet aussi de combattre les incendies de forêt. Un villageois, qui travaille maintenant pour le KFCP, a dit qu'il pouvait gagner avec ce système davantage d'argent que ce qu'il recevait en tant qu'employé du projet.

En ce qui concerne le reboisement (qui se fait dans des surfaces de 200-400 ha par communauté), à Sei Ahas, par exemple, un leader a dit que seuls 40 % des jeunes arbres plantés avaient survécu. À Katundjan, on affirme que sur les 25 premiers hectares reboisés seuls 20 % des arbres avaient survécu. En plus, les villageois se plaignent que le reboisement est fait en « réhabilitant » la forêt, c'est-à-dire que des arbres en pleine croissance sont coupés pour en planter d'autres ; de leur point de vue, cela provoque plus de déforestation que de reboisement. D'autre part, l'entretien n'est pas assuré ; lorsque les arbres meurent ils ne sont pas remplacés, et des

incendies ont touché aussi les zones reboisées. Ils mentionnent aussi qu'ils n'ont pas été consultés au moment de choisir les espèces, et affirment que le KFCP est en train de planter des essences plus adaptées aux rives du fleuve qu'aux caractéristiques du site où a lieu le reboisement. Non seulement ils ne participent pas au choix des espèces mais, en plus, le KFCP les accuse de la perte des jeunes arbres.

Ils se plaignent aussi du fait que le KFCP ne fait rien pour empêcher l'expansion des entreprises qui plantent des palmiers à huile, comme la PT RAS, mentionnée dans le village de Sei Ahas, dont le permis a été annulé mais qui est toujours en activité parce que les autorités ne font pas respecter cette décision. La communauté a protesté en barrant la route ; l'affaire est maintenant entre les mains du Conseil forestier national. L'expansion du palmier à huile est un des principaux facteurs de déboisement au Kalimantan, et elle va de pair avec l'exploitation forestière. Les communautés se plaignent de l'inaction du gouvernement, qui n'aurait aucun intérêt à avoir des problèmes avec ces entreprises et qui, par contre, serait très intéressé par le projet REDD parce qu'il apporte de l'argent au budget de l'État. Les villageois dénoncent aussi un autre problème : la possibilité que les concessions de palmier à huile se superposent à la zone du projet KFCP.

En résumant, ce projet REDD s'accompagne de la destruction de la forêt dans la zone concernée et autour d'elle. D'après l'ONG écologiste WALHI, les mines et les plantations de palmier à huile sont deux des principaux facteurs de déforestation en Indonésie. Les leaders des villages se demandent pourquoi le KFCP veut reboiser une zone de 400 ha seulement – où les arbres ne risquent de survivre que sur 150 ha – tandis que la destruction de la forêt continue tout autour. La déforestation est un problème pour les habitants, puisque 99 % d'entre eux en dépendent, comme l'a signalé un leader de Sei Ahas.

### **Restrictions et non-reconnaissance des droits fonciers communautaires**

Les villageois subissent de nombreuses restrictions. Ils disent que, depuis que le projet KFCP a démarré, une trentaine de petits canaux ont été bloqués, les empêchant d'arriver à des zones où ils allaient auparavant. De même, quand ils ont besoin de bois ils doivent aller à l'extérieur de la zone de leur village parce qu'il est interdit de couper des arbres dans la zone du projet.

La reconnaissance des droits fonciers est une demande essentielle de tous, et les leaders de Katundjan ont ajouté que leur crainte principale était de perdre l'accès à leurs terres. Ils ont dit que le KFCP voulait classer leur forêt comme « forêt communautaire », mais que les Dayak voulaient qu'elle soit dénommée « forêt du peuple indigène » à cause d'un décret signé par le gouverneur du Kalimantan, qui reconnaît le droit des peuples indigènes de gérer leurs forêts. Or, le KFCP n'est pas d'accord et allègue que le gouvernement national ne reconnaît pas les droits des peuples indigènes. Donc, d'après les villageois le KFCP ne défend pas les droits fonciers des communautés, bien qu'il s'agisse d'une demande fondamentale de ces dernières. L'YPD a aidé les communautés à dresser les cartes des villages. Les habitants de Sei Ahas, par exemple, nous ont montré la carte où figure la zone de 26 000 ha qu'ils estiment leur appartenir et dont ils ont besoin pour leur survie culturelle et physique.

## La lutte des communautés pour leurs droits

Depuis quelques années, les communautés se battent pour obtenir la reconnaissance de leurs revendications, qu'elles appellent leur « concept ». Il s'agit d'abord de la reconnaissance de leurs droits fonciers, puis de l'aide nécessaire pour améliorer leurs moyens d'existence. Une proposition souvent mentionnée est celle de planter des hévéas, une espèce que les villageois connaissent bien et dont ils peuvent transformer le produit, de façon minimale, dans le village même, à la différence du palmier à huile qui est beaucoup plus contrôlé par les entreprises. Tandis que la récolte du palmier à huile doit être transportée directement à l'usine de traitement, le latex peut être stocké. Pour Sei Ahas, le KFCP avait approuvé un projet de 400 spécimens d'hévéas par famille, mais les plantes ne sont jamais arrivées. À Katundjan, un leader communautaire a dit que leur projet de plantation d'hévéas avait été refusé, et que le KFCP voulait qu'ils plantent des palmiers à huile. Le KFCP lui a proposé un emploi mais il ne l'a pas accepté.

Les gens sont en train de s'énerver, entre autres choses parce que le KFCP les rend responsables des problèmes. Il y a eu un incident à Kalumpan, en juin 2012, où une assemblée villageoise était prévue mais peu de personnes avaient été invitées à participer par le KFCP. Les villageois ont réagi en mettant le feu à la salle de réunion. À Mantangai Hulu, un incident semblable a eu lieu. Lorsque le KFCP a organisé une réunion concernant son budget avec peu de personnes invitées et que près de 300 villageois s'y sont présentés, le leader du village a décidé de l'annuler. En réaction, quelques fenêtres de la salle ont été cassées. La police enquête à ce sujet mais, en mai 2012, le KFCP a vidé son bureau dans le village et il est parti ; depuis, sa présence est devenue indésirable à Mantangai Hai. Un représentant de cette communauté dit : « nous avons rejeté le KFCP depuis le début parce qu'il n'y a pas de transparence », et « c'est une bonne chose que le KFCP soit parti, parce que depuis nous n'avons plus de disputes ».

Plus récemment, en août 2012, une lettre ouverte de protestation où figuraient plusieurs des problèmes mentionnés a été envoyée au gouverneur de la Province du Kalimantan, signée par les leaders des cinq villages directement concernés, par l'YPD et par WALHI. Plus tard, une réunion a eu lieu pour discuter des problèmes soulevés dans la lettre. Les participants étaient des représentants des communautés, du gouvernement étatique et du KFCP. Ils sont convenus que chaque communauté ferait sa propre évaluation du projet et ses propositions sur ce qu'il faudrait faire, et les présenterait à un groupe de travail coordonné par le gouvernement, qui se chargerait d'en assurer le suivi.

Cette tentative de résoudre les graves problèmes que le projet REDD du KFCP a causés dans les villages concernés est encore en cours ; en attendant, plusieurs leaders communautaires la considèrent comme « la dernière chance » pour le projet.

Winnie Overbeek, WRM, adresse électronique : [winnie@wrm.org.uy](mailto:winnie@wrm.org.uy)

Article basé sur une visite sur le terrain et sur l'information contenue dans "In the REDD: Australia's carbon offset project in central Kalimantan", FOEI (<http://www.foei.org/en/what-we-do/climate-biodiversity-finance/latest-news-1/in-the-redd-australias-carbon-offset-project-in-central-kalimantan>), et dans "Controversy surrounding

Australia's Kalimantan Forest and Climate Partnership REDD project deepens", REDD-Monitor (<http://www.redd-monitor.org/2012/09/11/controversy-surrounding-australias-kalimantan-forest-and-climate-partnership-redd-project-deepens/>).

[index](#)

---

## **- L'économie verte au Brésil : des femmes parlent des impacts du projet REDD de la SPVS et d'une zone protégée de la fondation Boticário**

La survie des populations traditionnelles du littoral de Paraná est fortement menacée par des initiatives privées d'appropriation d'étendues de forêt de la région, à des fins diverses. Dans le présent article nous parlerons de deux d'entre elles : celle de l'ONG brésilienne Sociedade de Pesquisa em Vida Selvagem e Educação Ambiental (Société de recherche en vie sauvage et éducation environnementale), SPVS, qui porte sur la commercialisation de crédits de carbone dans le cadre du système REDD, et celle de la fondation Boticário, qui porte sur la préservation de la forêt et de la biodiversité dans sa « Réserve naturelle Salto Morato ».

Vers la fin des années 1990, la SPVS arriva dans la région et, en association avec l'ONG nord-américaine TNC (The Nature Conservancy, Conservation de la Nature), commença à acheter de grandes étendues aux propriétaires terriens. Au total, sa propriété est aujourd'hui de près de 18 600 hectares dans les localités d'Antonino et de Guaraqueçaba, et elle est classée comme Réserve particulière du patrimoine naturel (RPPN). Les RPPN sont des zones privées ; leur objectif est la préservation de la biodiversité, et toute activité d'extraction (la chasse, la pêche, etc.) y est interdite.

La SPVS a acheté ces terres grâce à son association avec TNC et aux fonds apportés par trois entreprises nord-américaines, General Motors, American Electric Power et Chevron, qui s'intéressent tout particulièrement au carbone qu'elles contiennent. TNC affirme que ces investisseurs « ont affecté, entre 1999 et 2001, 18 millions USD au développement, à la mise en œuvre et au maintien des projets brésiliens pendant 40 ans ». Cela veut dire qu'en 1999, bien avant le lancement du système de Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts (REDD), un des premiers projets concernant le carbone des forêts du monde avait déjà démarré.

La Réserve naturelle de Salto Morato fut créée par la Fondation Boticário, qui appartient au Groupe Boticário, entreprise brésilienne de produits de beauté. La réserve, qui inclut une chute d'eau d'une centaine de mètres, s'étend sur une surface de 2 253 hectares achetés en 1994 avec l'aide de TNC.

La Fondation Boticário est associée à d'autres ONG, comme la SPVS et TNC, dans l'initiative « Observatoire du climat » ; dans la présentation de celle-ci, on accorde beaucoup d'importance au marché du carbone, et l'initiative elle-même est présentée comme la plus « contendante » pour combattre les changements climatiques.

### **La persécution**

La police environnementale a toujours été présente dans la région mais, selon les habitants des villages voisins, elle ne persécutait pas la communauté comme elle le fait

depuis l'arrivée de la SPVS et de la Fondation Boticário.

Les femmes sont les plus concernées, car elles se chargent des tâches ménagères et des enfants pendant que leurs maris vont chercher du travail. Elles sont nombreuses à raconter que la « Force verte » (la police environnementale) arrive, armée, dans leurs maisons sans l'autorisation judiciaire correspondante.

Une habitante de la localité d'Antonina, voisine de la SPVS, affirme qu'ils « arrivent ici avec leurs discours, rien que pour nous embêter », et elle raconte :

« Ils sont venus ici même, chez moi ; je n'étais pas là, j'étais sortie pour distribuer des invitations [...] alors ils sont montés chez moi, pendant que ma fille prenait son petit déjeuner. Ils n'ont pas frappé à la porte, ils sont allés tout droit à la fenêtre. Ma fille a eu peur [...] Quand je suis rentrée, ils avaient déjà parcouru presque tout mon jardin, sans demander d'autorisation [...] Je ne savais pas qu'ils étaient déjà entrés dans la maison, avec ces petits appareils [de GPS], ils les ont montrés à ma fille, pas à moi, en disant : ton père a deux fusils dans la maison, où sont-ils ? Dis-moi où ils sont [...] Ils m'ont beaucoup embêtée, ils voulaient entrer dans la maison, c'était scandaleux [...] J'étais seule chez moi, avec mes enfants, sans mon mari qui travaillait ailleurs. [...] Seulement nous avec six hommes. Et l'un d'eux a dit : si tu ne me le donnes pas [le fusil], on va prendre ton mari. Alors je suis allée chercher le fusil et je le lui ai donné. »

Nous avons entendu plusieurs femmes raconter comment leurs maris avaient été détenus. Celle dont nous avons cité les paroles raconte qu'une fois son mari a été menotté chez lui par des policiers de la Force verte, qui ont dit que « c'était leur travail ». Une autre fois, il a été arrêté pendant 11 jours pour avoir coupé un arbre pour faire un canoë. Pour sortir il a dû payer une caution. Quand on arrête les maris, l'insécurité et la peur des femmes augmentent.

Les habitants du village de Morato, voisins de la Fondation Boticário, affirment que la police est toujours là. Une des femmes raconte comment elle est entrée chez sa grand-mère de 80 ans :

« Ma grand-mère est hypertendue et elle s'est sentie mal, parce qu'elle s'est énervée. Elle avait de la viande de porc et du poulet sur le fourneau. Ils sont entrés sans autorisation, sans rien dire, et ils ont fouillé partout pour voir ce qu'il y avait. Elle était à la cuisine, comme d'habitude. Ils lui ont fait peur. Ma grand-mère s'est sentie mal. Mais si on leur dit quelque chose ils vous mettent en prison ! »

### **Problèmes de santé**

L'impossibilité de faire de l'agriculture itinérante, de chasser, de pêcher et de pratiquer la médecine traditionnelle a empêché ceux qui avaient accès à ces activités de consommer des aliments sains, sans produits toxiques. Les familles doivent maintenant acheter la plupart des aliments de base, et ceux-ci sont souvent contaminés. D'après les femmes, ces modifications de la base de l'alimentation expliquent l'apparition de



problèmes de santé nouveaux.

Une habitante de longue date raconte qu'autrefois « le peuple vivait plus tranquillement ». La communauté produisait sa propre nourriture. À présent, le manque de terre fait que les familles ne puissent plus le faire. Et elle ajoute : « il n'y avait pas les maladies qu'on a aujourd'hui. C'étaient les maladies de toujours, la rougeole, la coqueluche, la varicelle, les oreillons. Mais des maladies comme le diabète, l'arthrite, la thrombose, rien de tout cela n'existait ».

Le besoin d'avoir de l'argent pour acheter des aliments force les gens à quitter leur communauté pour chercher du travail.

### **L'obligation de chercher du travail ailleurs, et les promesses non tenues**

À cause des persécutions, les communautés se sentent « prisonnières » et « traquées » chez elles, encerclées par une forêt qu'elles ne peuvent qu'admirer mais sans pouvoir y entrer ni en profiter. Quand on leur demande si les projets conservent la forêt, les habitants répondent que, quand ils avaient leurs cultures près de la maison, il y avait davantage de gibier, parce que les animaux s'alimentaient aussi avec ce qu'ils cultivaient. Aujourd'hui ils ne peuvent plus planter et les animaux se sont éloignés.

Quand on leur dit que leur utilisation traditionnelle de la forêt met en danger l'avenir de celle-ci, ils ne sont absolument pas d'accord. Par exemple, à propos d'un des aliments les plus courants et les plus appréciés par les communautés, le cœur de palmier, une habitante dit : « Juste ici, autour de la maison, il y a beaucoup de palmiers ; les graines tombent au sol et parfois nous les jetons dans la forêt, mais ensuite on ne peut pas récolter, nous ne pouvons pas le faire ».

C'est pourquoi beaucoup d'habitants, hommes et femmes, se voient forcés de vendre leur travail aux propriétaires terriens de la région ou de chercher du travail dans les petites villes de la région ou dans la capitale.

Travailler à la SPVS pour avoir un salaire sûr n'est pas une bonne option pour les communautés. Quand elle est arrivée, la SPVS a promis des emplois d'une durée de 40 ans, c'est-à-dire pour toute la période d'existence prévue pour le projet de carbone. D'après les habitants, la SPVS a employé au début 47 membres de la communauté, pour la plupart comme gardes forestiers, mais aujourd'hui il en reste peu. Les anciens employés racontent que presque tous ont été renvoyés et qu'il ne reste que sept fonctionnaires. D'autre part, les salaires étaient et sont encore assez bas, un peu plus du salaire minimum. Sur les 47 employés du début, trois seulement étaient des femmes, et leurs salaires étaient encore plus bas que ceux des hommes. La situation n'est pas très différente dans le cas de la Fondation Boticário. Selon les habitants de la communauté de Morato, six personnes seulement y travaillent.

Tandis que la classe moyenne de Curitiba, capitale de l'État, a acheté des maisons dans la région pour y passer les week-ends et les jours fériés, plusieurs familles des communautés locales ont renoncé à y vivre, de sorte que les villages se sont vidés. Cependant, certaines autres y sont retournées parce qu'il est difficile de s'adapter à la ville. Une femme qui l'a fait après avoir vécu un certain temps à la ville raconte : « [...] je préfère cet endroit, c'est plus tranquille. Mais [...] on ne peut plus rien faire ».

## Les communautés résistent et proposent d'autres options

Pourtant, les communautés continuent de résister aux pressions de la SPVS et de la Fondation Boticário, qui semblent avoir pour but de les expulser. Une communauté s'est organisée de façon particulière. Au début de la décennie dernière, dans la localité d'Antonina, un propriétaire voulait vendre ses terres à la SPVS, ce qui aurait provoqué l'expulsion de toutes les familles qui les habitaient. Ces familles se sont organisées et, avec l'aide du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST), elles ont occupé les lieux en 2003. À l'heure actuelle, 20 familles y sont établies ; elles luttent pour obtenir la reconnaissance officielle de leur campement situé à Rio Pequeno, qui porte le nom de l'écologiste José Lutzenberger, pour qu'il soit inclus dans la réforme agraire.

La communauté a entrepris de petits travaux de reboisement ; choisissant l'agro-écologie, elle a décidé d'appliquer le système agroforestier de façon collective, pour que les familles aient des revenus à l'avenir. En plus, chaque famille aura sa propre parcelle pour ses besoins élémentaires. Une habitante qui travaille à la récupération d'une des zones dégradées par l'ancien propriétaire raconte :

« Je suis là depuis quatre ans et j'aime ça. [...] Je travaille ici, j'ai aussi un terrain, et nous travaillons de façon collective. [...] Tout le monde collabore, c'est très bon, très agréable. [...] Plus tard il y aura ici un fourré qu'on transformera [...] pour avoir des revenus pour moi et pour toutes mes camarades [...] Et c'est agréable de venir ici et de voir les arbres, les plantes. Nous ne travaillons pas en pensant seulement à l'argent, nous pensons aussi à la vie. Nous travaillons avec beaucoup de fierté, avec beaucoup d'amour. Parce qu'une plante est une vie, comme nous, elle aussi a soif [...] J'ai vécu à la ville, la ville est épouvantable. [...] Ici c'est différent, on peut laisser les portes ouvertes. [...] Et pour mes enfants, c'est le paradis. [...] Ici il n'y a pas de violence. »

La réalité du Paraná montre que les communautés résistent et nous proposent une série d'éléments pour repenser le modèle de développement pervers que l'économie verte essaie de consolider. Par exemple, ce sont les familles qui pratiquent la récupération de la nature. Elles montrent que l'être humain fait partie et dépend de la nature, et que grâce à la nature les gens ont la possibilité de « bien vivre », en profitant d'une véritable richesse et en la conservant.

Résumé de l'article "Economia Verde no Brasil: a privatização da Mata Atlântica: Projetos de REDD e áreas protegidas e seus impactos sobre mulheres e homens em comunidades tradicionais no litoral do Paraná", de Winfridus Overbeek, publié dans la revue élaborée avec Les Amis de la Terre Amérique latine et Caraïbes et avec Grain/Action pour la biodiversité sur l'économie verte. Pour lire la publication en espagnol, cliquez sur :  
[http://www.wrm.org.uy/temas/Economia\\_Verde/asalto\\_final\\_a\\_los\\_bienes\\_comunes.pdf](http://www.wrm.org.uy/temas/Economia_Verde/asalto_final_a_los_bienes_comunes.pdf).

[index](#)

## Chiapas et en Californie

Maintenant que les tentatives de négocier au sein de la CCNUCC un nouvel instrument pour l'atténuation du changement climatique sont en suspens jusqu'en 2020, les accords concernant REDD+ se tournent de l'arène mondiale vers des accords sub-nationaux comme ceux que propose le Groupe de Travail des gouverneurs sur le climat et les forêts (GCF d'après l'anglais). En tête du programme du GCF figure un accord entre les États de Californie, États-Unis, et de Chiapas, Mexique.

Néanmoins, les Amis de la Terre États-Unis, Otros Mundos (Amis de la Terre Mexique), le Réseau environnemental indigène et des organisations alliées espèrent éviter la réalisation d'un accord Chiapas-California sur REDD, en invoquant le risque qu'il fasse augmenter les émissions en Californie et qu'il provoque des accaparements de terre au Chiapas.

Lorsque le GCF a réuni à San Cristóbal de las Casas, l'ancienne capitale coloniale du Chiapas, des fonctionnaires gouvernementaux de six pays en septembre dernier, il n'a pas peut-être pas prévu les protestations d'organisations locales indigènes et d'organisations de la société civile. Après tout, l'objectif du GCF n'est pas d'encourager le forage pétrolier, la bio-prospection, le libre-échange ou n'importe quelle autre de ces activités qui ont toujours provoqué des protestations et même des insurrections au Chiapas, mais de promouvoir la conservation des forêts afin d'absorber une pollution climatique galopante.

Or, une des inquiétudes que les communautés ont souvent manifestées au sujet de REDD est que, en fait, cette distinction n'est pas aussi claire que les promoteurs de REDD le voudraient.

Lorsque les paysans indigènes de la jungle de Lacandon entendent dire qu'ils seront payés pour cesser de cultiver les produits agricoles traditionnels afin de pouvoir reboiser avec des palmiers africains – un programme que le gouverneur du Chiapas appelle « Reconversion productive de l'agriculture » – ils voient se dérouler une trame familière. Et quand on leur fait savoir qu'ils devront peut-être quitter leurs villages de la jungle pour laisser la forêt se récupérer après des siècles de dégradation – beaucoup de villages de Lacandon ont déjà été réinstallés – ils entendent les échos de la contre-insurrection économique et du vol de leurs terres par les forces gouvernementales et transnationales.

Les deux projets – la plantation pour la production de biocombustible et la réinstallation des communautés forestières – sont associés à la mise en oeuvre d'un projet que le gouvernement du Chiapas appelle REDD+, bien que ce projet n'ait pas pour l'instant de liens formels ou financiers avec les marchés californiens. Et personne ne devrait s'étonner que des protestations éclatent : au Chiapas, les droits fonciers, le développement rural et la lutte pour l'autonomie indigène sont une source permanente de tensions, et aucune région de l'État n'est plus conflictuelle que la jungle de Lacandon ; or, c'est justement là que le gouvernement du Chiapas a entrepris son projet REDD+.

« Pendant 35 ans, tous les programmes au Lacandon ont été imposés par le gouvernement », a dit Florencio Cruz Gómez, un paysan du village de Frontera

Corazal, aux fonctionnaires présents à la réunion du GCF. « Jamais il n'y a eu de consultation. Cela nous fait demander au gouvernement, si vous avez abandonné votre enfant il y a 35 ans, pourquoi voulez-vous vous occuper de lui maintenant ? Dans quelle situation pensez-vous qu'il se trouve à présent, et pourquoi pensez-vous qu'il ne veuille rien savoir de vous ? »

Cruz Gómez appartenait à un petit groupe de paysans présents à la réunion du GCF, et sa frustration était évidente. Conscient des tensions, William Boyd, directeur du GCF, a dit : « Toute politique publique importante provoque des résistances. Nous le comprenons, et nous voyons que nous devons mieux communiquer nos objectifs ».

Pourtant, dans le cas du Chiapas la mauvaise communication semble s'accompagner d'objectifs discutables.

« Nous avons lancé une véritable révolution verte au Chiapas », a dit le gouverneur Juan Sabines à la plénière du GCF. « Au Chiapas, comme à beaucoup d'endroits du monde, nos forêts sont menacées de destruction parce que la population rurale a besoin de cultiver des produits alimentaires. Dans beaucoup de cas, cette production n'atteint même pas le marché, parce que les gens l'utilisent pour leur propre alimentation. C'est un contre-sens. »

« Pour essayer de résoudre ce problème, nous avons approuvé une loi sur le changement climatique. REDD+ est une partie importante du programme. En 2010, nous avons conclu un pacte avec les propriétaires indigènes de la jungle. Celle-ci était occupée par plus de 900 communautés. Nous les avons sorties de là. Les réserves sont conservées et protégées par leurs propriétaires légitimes, qui auront bientôt accès aux marchés du carbone. »

Parmi les communautés qu'il est prévu de « sortir de la jungle » se trouve le village d'Amador Hernández : 1 500 paysans mayas tzeltal qui ont vécu à l'intérieur de la réserve Montes Azules depuis bien avant qu'elle soit « protégée ». Le premier jour de la réunion du GCF, plusieurs paysans d'Amador Hernández sont entrés dans la salle et ont demandé quelques minutes au microphone. Le ministre de l'environnement et de l'histoire naturelle de Chiapas, Fernando Rosas, a refusé et leur a dit que, s'ils voulaient considérer la possibilité de participer au programme REDD+, il les recevrait avec plaisir à une autre date.

Mécontents de cette réponse, les paysans ont organisé une manifestation. Ils ont remis aux délégués du GCF des prospectus, en déclarant : « Le gouvernement vous ment, nous n'avons été ni informés ni consultés ! » Eufemia Landa Sánchez, de la municipalité de Marqués de Comillas, une région fortement déboisée située à la lisière de la réserve Montes Azules, a pris la parole et elle a lu un long message à l'assemblée.

« Les entreprises transnationales ont depuis longtemps des plans pour les zones rurales du Chiapas », a-t-elle dit. « Les richesses naturelles que représentent la biodiversité et l'eau, les mines, les biocombustibles et, bien sûr, le pétrole, ont abouti au déplacement des gens et à l'empoisonnement de la terre, et le paysan est devenu un serf dans son propre domaine. Et c'est toujours nous qui sommes coupables. Le crime dont on nous accuse aujourd'hui est que nous sommes responsables du

réchauffement planétaire. »

« Avec REDD+, les riches entrepreneurs et les gouvernements qui sont à leur service ont trouvé une nouvelle affaire, le commerce du carbone sous forme de fumée polluante, et les paysans ont un nouveau sujet de crainte : que les selves et les forêts du Chiapas soient utilisées pour absorber leur CO2. »

« Pourquoi ne nous demandent-ils pas notre avis ? Pourquoi veulent-ils nous imposer par la force leur volonté de riches ? Les forêts sont sacrées et elles sont là pour servir les peuples avec générosité, parce que c'est ainsi que Dieu nous les a données. Nous n'allons pas dans vos pays pour vous dire ce que vous devez faire de votre vie et de vos terres ; respectez donc les nôtres et retournez chez vous, marchands de la vie ! » [Voir ci-dessous le texte complet de la déclaration.]

Ce discours et la manifestation qui avait lieu simultanément dans la rue ont fait une forte impression chez les délégués du GCF. Iwan Wibisono, du Groupe de travail sur REDD+ d'Indonésie, a remarqué : « Je pense que la manifestation qui a lieu dehors n'est pas unique, nous rencontrons cela aussi en Indonésie et dans d'autres pays. Et cela se comprend, parce qu'il s'agit de problèmes très graves ».

Un mois après la réunion du GCF au Chiapas, les Amis de la Terre USA ont collaboré avec le Réseau environnemental indigène (IEN) et avec des organisations alliées du Chiapas, de l'Acre (Brésil) et de l'Équateur, pour faire connaître ces inquiétudes aux législateurs et au grand public de Californie.

La délégation, qui comprenait le directeur de l'IEN, Tom Goldtooth, le président de la fédération Huni Kui de l'Acre, José Carmelio Alberto Nunes (Ninawa), Berenice Sanchez de l'Alliance mondiale des peuples indigènes et des communautés locales contre REDD et pour la vie, et Gloria Ushigua de l'Association de femmes Sapara (Équateur), ainsi que des représentants d'organisations californiennes, du Réseau écologiste Asie-Pacifique, du Centre sur la race, la pauvreté et l'environnement, de l'Alliance écologiste californienne pour la justice environnementale et de Greenpeace International, a porté ses inquiétudes à la capitale de la Californie, où elle a parlé avec le Conseil californien de l'air (l'organe chargé de mettre en oeuvre la législation californienne sur la réduction des émissions), avec l'Agence pour la protection environnementale en Californie, et avec le bureau du gouverneur de l'État (voir ici le communiqué de presse de FoE).

En plus des problèmes concernant le manque d'intégrité écologique du programme californien sur REDD, les activistes ont manifesté leur grave inquiétude concernant la sécurité des délégués, car les projets de type REDD s'entourent déjà de morts, d'expulsions violentes, de réinstallations forcées, d'emprisonnements, et d'interdictions sur l'accès et l'utilisation de terres essentielles pour la survie des peuples indigènes et des communautés tributaires des forêts (voir ici le communiqué de presse de FoE).

Le Groupe de travail sur les compensations REDD, un organe quasi-gouvernemental chargé de rédiger les protocoles REDD, est censé publier son rapport général d'une minute à l'autre ; le Conseil californien de l'air votera en 2013 si les crédits REDD feront ou non partie des réductions d'émissions définies par l'État.

Message de Eufemia Landa Sánchez

*Bonjour à toutes et à tous. Nous sommes des représentants des diverses communautés, régions et communes indigènes et paysannes de l'État de Chiapas, et nous sommes entrés dans ce Sommet de notre propre initiative, pour y prendre la parole que le gouvernement n'a pas voulu nous donner.*

*Pour la Selva Lacandona nous sommes ici présents : commissions des communautés de la zone Amador Hernández, qui est en plein cœur de la Réserve de Biosphère Montes Azules, et groupes communautaires des districts de Las Margaritas et de Marqués de Comillas. Pour la région Altos de Chiapas sont aussi présents des groupes communautaires des districts de San Juan Cancuc, Oxchuc et Chenalho.*

*Nous sommes venus jusqu'ici, devant vous, pour dénoncer les programmes et les projets de spoliation de nos territoires et de nos ressources que les mauvais gouvernements tentent depuis longtemps d'appliquer contre nous, avec maintenant un nouveau prétexte : le changement climatique, et leur projet appelé REDD+.*

*Les plans des entreprises transnationales pour les zones rurales du Chiapas ne sont pas nouveaux. Les activités touchant aux ressources naturelles, à la biodiversité, à l'eau, aux mines, aux biocombustibles et bien avant encore au pétrole ont délogé les gens, empoisonné la terre ou converti le paysan en serf sur sa propre terre. Et toujours en nous accusant de délits. Le délit dont on nous accuse actuellement est d'être responsables du réchauffement mondial.*

*En foi de quoi nous devons cesser de produire nos aliments, et acheter plutôt de la farine de maïs avec l'argent qu'ils nous paieront pour la conservation des forêts, ou avec la dénommée reconversion productive qui consiste à arracher le maïs de nos champs pour laisser la place à des plantations d'arbres fruitiers où les oiseaux et autres animaux pourront manger en abondance et augmenter ainsi la biodiversité. La biodiversité, source de florissantes affaires de médicaments et d'aliments que les gouvernements ont baptisées d'un nom étrange pour nous : la biogénétique.*

*Avec REDD+, les riches industriels et leurs gouvernements de maquignons s'adjugent une affaire de plus, celle du carbone sous forme de fumée polluante, et ajoutent pour le paysan une peur de plus : que les forêts du Chiapas soient utilisées pour l'absorber, et l'on nous menace, si nous ne conservons pas les montagnes, non seulement d'être responsables de la production de ce carbone qui cause le réchauffement de la planète, mais aussi, comme le disent les mauvais gouvernements pour nous effrayer, de l'impossibilité de réduire ce phénomène.*

*Nous ne sommes pas d'accord avec REDD+. Il est faux que le reboisement*

*de ce qui constitue pour l'heure nos champs cultivés fera baisser la pollution mondiale due au carbone. Il n'est pas dans notre culture de mettre à prix la terre, ni ses montagnes, ni ses cours d'eau, ni tout ce que la mère nature, grâce à dieu si généreux, a mis à la disposition des personnes. Et encore moins quand cet argent fait de nous les complices du payeur pour qu'il puisse continuer à polluer et à conduire le monde à sa fin.*

*À Montes Azules, nous ne permettrons pas le passage de la brèche Lacandona, cette mesure agraire grâce à laquelle les Caraïbes essaient de passer par nos terres pour que de gros industriels obtiennent la certitude légale de pouvoir entrer chez nous, sous couvert du programme REDD+ et sous prétexte du changement climatique, pour tirer profit des ressources naturelles qui appartiennent à tous les Mexicains et que nous, les peuples indigènes, connaissons et utilisons. Nous ne nous opposons pas au voisinage des Caraïbes, à qui le gouvernement a octroyé il y a quarante ans une terre qu'ils n'avaient pas demandée et qu'ils ne connaissent pas. Mais ce que nous ne voulons pas, c'est que cette terre, qui compte avec la plus grande biodiversité et les plus grandes réserves d'eau du Mexique, soit livrée, sous le prétexte d'une exploitation durable de la biodiversité, et aussi maintenant de la réduction du changement climatique, au contrôle du puissant étranger.*

*Et nous voulons aussi, par ces mots, vous demander de ne pas vous servir de nous, gouverneurs menteurs de gouvernements néolibéraux. Sur votre convocation à cette réunion bien à vous, pour laisser entendre que même les plus rebelles sont maintenant d'accord avec votre projet, vous avez mis une photographie d'une manifestation de paysans zapatistes sur la commune d'Amador Hernández prise en 1999. Nous sommes ici, gouvernements menteurs ; nous ne nous sommes pas rendus, pas plus que nous n'avons oublié sur quelle voie avance la vie honnête des gens pauvres.*

*Pourquoi ne mettez-vous pas les Caraïbes comme image de votre évènement, s'ils sont les seuls à avoir accepté et à continuer à accepter de vendre une terre qui ne leur appartenait pas ? Ou bien est-ce que vos patrons ne vous croient plus quand vous dites qu'ils sont les seuls habitants de la Selva et les vrais autochtones ?*

*Dans le district Marqués de Comillas, ils mettent à bas nos forêts, les forêts primaires, pour planter à la place leurs palmiers africains. Et ils appellent cela des forêts, comme l'a fait hier le gouverneur de Chiapas Jean Sabines. Et quand nous nous lassons des prix trop bas, ou quand nous nous mettons à réfléchir sur ce que nous avons fait et nous coupons ces palmiers, ils nous mettent en prison parce que, disent-ils, ces arbres étaient censés atténuer le changement climatique, chose qu'ils n'avaient jamais dite aux camarades qui les ont plantés.*

*À San Juan Cancuc, il se murmure que, pour passer à des énergies propres, ils veulent imposer un barrage à coups de pots-de-vin et, bien que l'administration des Biens Communaux leur ait déjà remis un document qui leur demande de s'en aller, ils continuent à amener des matériels et à survoler*

*en hélicoptère la gorge où ils pensent établir cet ouvrage.*

*À Las Margaritas, comme ils ne peuvent venir à bout des assemblées communales, ils veulent aussi appliquer leurs projets de division de la terre communautaire avec leurs programmes de certification agraire, le FANAR, ou Procède comme ils l'appelaient avant, pour pouvoir dorénavant négocier avec chaque personne sans avoir besoin de consulter tout le monde.*

*Pourquoi ne nous consultent-ils pas ? Pourquoi veulent-ils imposer par la force leurs volontés de riches ? Les forêts sont sacrées et elles sont là pour rendre service aux peuples, un service généreux parce que c'est ainsi que dieu nous les a données. Nous, nous n'allons pas dans vos pays pour vous dire ce que vous devez faire de vos vies et de vos terres. Respectez les nôtres. Repartez par où vous êtes venus, marchands de vie.*

San Cristóbal de las Casas, Chiapas, Mexique, le 26 septembre 2012.

[index](#)

---

## **- REDD et les Peuples Indigènes au Costa Rica**

Le Costa Rica est mondialement reconnu à l'heure actuelle pour les efforts qu'il fait pour conserver les forêts. On attribue principalement ce « succès » au programme de Paiement de services environnementaux (PSE), antécédent du mécanisme REDD au Costa Rica.

Le PSE est un système d'encouragements financiers à la charge du Fonds national pour le financement forestier (FONAFIFO), une dépendance du Ministère de l'Environnement et de l'Énergie. Il vise les propriétaires et les possesseurs de forêts et de plantations d'arbres, que l'on paie pour les fonctions que celles-ci remplissent, et que l'on appelle « services environnementaux ». Les plus reconnus d'entre eux sont la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la protection de l'eau à usage urbain, rural ou hydroélectrique, la protection de la biodiversité pour sa conservation et son utilisation durable, scientifique et pharmaceutique, de recherche et d'amélioration génétique, la protection des écosystèmes, des formes de vie et de la beauté du paysage naturel à des fins touristiques ou scientifiques.

Cependant, le système présente de sérieuses faiblesses car il ne considère que les soi-disant « services environnementaux », et laisse de côté des valeurs culturelles, spirituelles et sociales de la forêt et de la biodiversité, ainsi que les impacts respectifs de ces omissions sur les communautés locales et les peuples indigènes. Il ne remet en question ni les causes de la dégradation environnementale ni la surconsommation déprédatrice. Vu qu'il offre seulement un paiement pour une période de temps déterminée, il n'apporte aucune solution à des aspects tels que la réduction de la pauvreté.

En outre, ce mécanisme n'a pas empêché que les forêts se voient menacées par des activités telles que le tourisme à grande échelle ou la monoculture de l'ananas ou du palmier africain. En outre, il a favorisé la production de bois par de grandes



entreprises, suivant un concept mercantiliste, en multipliant les encouragements - comme le PSE – pour l'établissement de plantations en monoculture, et en permettant l'exploitation du bois de la forêt et d'autres agro-écosystèmes selon des critères stricts de rentabilité et de marché.

Dans le cas particulier des territoires indigènes, le PSE négocie les contrats avec les Associations de Développement Intégral (ADI) affiliées au Conseil national indigène (CONAI), une institution à caractère officiel chargée de gérer aussi bien les affaires indigènes que leur relation avec les institutions publiques. Le gouvernement montre comme une réussite du PSE la distribution d'un peu plus de neuf millions de dollars entre tous les territoires indigènes du pays. Or, s'il existe des cas de réussite où ces ressources ont été réparties de manière équitable ou utilisées de façon planifiée, dans beaucoup de territoires cet argent a fait naître des tensions, vu que certains groupes se sont approprié les fonds et les ont administrés suivant des critères subjectifs, en favorisant les familles de leur entourage proche. Dans les territoires de l'ethnie Ngöbe par exemple, on a distribué plusieurs millions de dollars de PSE pendant les cinq dernières années. Cependant, jusqu'à maintenant on ne connaît aucun cas où ces fonds aient servi à consolider les territoires indigènes, vu qu'une grande quantité de terre est encore aux mains de personnes non indigènes. Ce phénomène est d'une importance fondamentale car il y a des territoires Ngöbe où plus de soixante pour cent de la terre est aux mains d'éleveurs non indigènes qui provoquent la déforestation.

Comme nous l'avons signalé précédemment, le PSE est un antécédent de REDD dans le pays et, selon la stratégie utilisée par le gouvernement du Costa Rica, publiée fin 2010, les territoires indigènes sont un des principaux éléments de ce processus, essentiellement parce qu'ils conservent une partie importante des forêts du pays. Avec la mise en place de REDD, le gouvernement prétend consolider au moins 600 000 hectares soumis à l'actuel système PSE, y ajouter 750 000 hectares supplémentaires, et récupérer le couvert forestier dans la part du territoire (12 %) qui a été affectée à des usages non forestiers. Il se propose aussi de maintenir le Système des zones protégées

Afin de favoriser l'autonomie des peuples indigènes du pays, toute politique ou tout mécanisme les concernant doivent passer par une phase de consultation. C'est ainsi que le FONAFIFO a pris contact avec un groupe d'indigènes de divers territoires pour qu'ils participent au processus officiel. On trouve dans ce groupe le Réseau indigène bribri et Cabecar (RIBCA), constitué de représentants de 8 territoires indigènes de la zone atlantique du Costa Rica. Ce groupe a participé à l'élaboration d'un plan national de consultation des peuples indigènes au sujet de REDD+, avec l'appui économique de la GIZ (Agence de coopération allemande). Le Plan de consultation, selon RIBCA, a été élaboré avec des représentants des 4 blocs régionaux qui regroupent les 24 territoires indigènes du Costa Rica. Le plan a été présenté, lors d'une réunion au mois de janvier dernier, à des représentants indigènes qui en ont approuvé le cadre général. Ce plan établit, entre autres choses, le système d'organisation et de discussion de REDD+ avec les peuples indigènes, système connu par le FONAFIFO et le GIZ mais pas par les communautés.

C'est ainsi qu'au mois de septembre dernier, des représentants des Associations de développement indigène (ADI) et des organisations indigènes communautaires,

régionales et nationales ont informé la coordinatrice de ce thème au FONAFIFO, ainsi que des fonctionnaires de la Banque Mondiale chargés de la question, sur une série d'anomalies et de préjudices potentiels que l'initiative REDD+ entraînerait pour les peuples indigènes.

Selon le bulletin du Bureau national indigène du Costa Rica, il a été dit dans cette réunion qu'avant de mettre en place une stratégie REDD+ dans le pays, il fallait régler certaines questions : 1) l'approbation du Projet de loi 14.352 sur le développement autonome des peuples indigènes ; 2) la sécurité territoriale : récupération de la terre, du territoire, des ressources naturelles et de la biodiversité ; 3) élaborer un plan consensuel de développement pour les peuples indigènes ; 4) établir de façon consensuelle des politiques publiques et des programmes spécifiques pour les peuples indigènes. Il a été signalé en outre que, en ce qui concerne la consultation sur REDD+, il existe déjà des mécanismes pour sa réalisation, reconnus, acceptés et appliqués par l'État lui-même, et qui sont ceux qui furent appliqués lors de l'élaboration du Projet de loi sur le développement autonome des peuples indigènes. De même, on a mis l'accent sur le fait qu'une initiative comme REDD+ ne peut pas dépendre uniquement de la décision d'un groupe des dénommées ADI.

On affirme également que le gouvernement tente d'imposer son programme politique, même en sachant que les indigènes ont le leur, et que l'État du Costa Rica ne s'est jamais préoccupé de la récupération des terres indigènes, malgré l'existence depuis 1977 de la Loi indigène. D'après Pablo Nájera, indigène de Terraba, « dans REDD+, tout simplement, on essaie d'utiliser (mal) les indigènes, pour avaliser le projet. Les indigènes des communautés ne savent rien au sujet de REDD+. Quelle a été la participation indigène dans la définition de la stratégie ? Quels processus doivent débiter, et pourquoi maintenant ? REDD+ fera-t-il partie de la politique indigène ? A qui va-t-on le vendre ? Qui le finance ? Pourquoi ? » De même, Antonio Nájera, du même territoire, dénonce le fait que sa famille conserve depuis 30 ans une propriété à des fins éducatives et de recherche scientifique sans avoir jamais reçu un appui de la FONAFIFO, et que ce n'est que tout récemment qu'elle apprend ce que l'on pense faire avec REDD+, ce qui indique que les communautés n'ont pas reçu le moindre brin d'information préalable.

Même s'il est vrai qu'au Costa Rica il n'existe encore aucun accord sur REDD+, le peuple bribri – de la zone atlantique sud – en subit déjà les effets. Des membres de la communauté du Haut Durigna, dans le territoire bribri, ont dénoncé la mise en place de REDD sur leurs territoires. Cette communauté indigène est alarmée par l'intention de la FONAFIFO d'appliquer ce mécanisme dans leur territoire, sur quelque mille hectares de forêt qui, de plus, renferment deux sites considérés comme sacrés par la culture bribri. Filidencio Cubillo, indigène bribri, a déclaré : « les forêts de cette région ne sont pas seulement de simples forêts, elles sont aussi des sites sacrés pour notre peuple. L'un d'eux, le Surayo, est l'origine de la création, de la semence. Ils ont été désignés par Sibú lui-même pour donner la vie à sa semence. Il en va de même pour le mont Namasol. C'est pour cette raison que le monde extérieur ne comprend pas notre manière d'être, de sentir et d'exprimer notre spiritualité. Il voit tout en termes d'argent, tout est marchandise pour lui. Nous exprimons donc notre refus de ce projet qui prétend 'conserver' une partie de ces forêts. Ils parlent de mille hectares, mais nous ne savons pas combien ce sera réellement. Nous défendrons ces forêts. C'est la

communauté elle-même qui se manifeste, ce ne sont pas des gens de l'extérieur qui viennent nous monter la tête ».

Si en réalité on voulait favoriser les communautés locales et les peuples indigènes, la solution devrait être la promulgation de politiques publiques intégrales qui favorisent le contrôle communautaire du territoire et des biens de la nature, en renforçant les initiatives déjà existantes, comme la gestion communautaire de la forêt et de la biodiversité ; il faudrait garantir les conditions nécessaires pour que ces communautés exercent réellement leurs droits historiques et collectifs, comme l'autonomie et le contrôle de leurs terres et territoires dans le cadre de leur cosmovision.

Mariana Porras Rozas, COECOceiba-AT, Costa Rica, [mariana@coecoceiba.org](mailto:mariana@coecoceiba.org)

[index](#)

---

### **- Territoire contesté : nouvelle vidéo sur l'opposition entre l'économie verte et les économies communautaires du sud du Brésil**

Dans l'État brésilien de Pará, une vaste étendue de la forêt Atlantique, qui couvrait toute la côte du pays il y a 500 ans et qui se trouve aujourd'hui en grave danger, survit encore. Des communautés traditionnelles Caiçaras, Quilombolas et Guaranis habitent cette région, et leur mode de vie est étroitement lié à la forêt Atlantique.

Il y a cinquante ans, des éleveurs ont commencé à s'installer dans la zone ; ils ont défriché la forêt et se sont approprié la terre pour élever des buffles.

Dans les années 1990, deux projets sont arrivés dans le cadre de la soi-disant « économie verte ». Premièrement, la fondation Boticário, dirigée par la plus grande société brésilienne de produits de beauté, le Groupe Boticário, a acheté une partie de la forêt pour y créer la « Réserve naturelle de Salto Morato », qui s'étend sur plus de 2 000 hectares.

Vint ensuite la Société de recherche sur la nature et d'éducation environnementale (SPVS), accompagnée de The Nature Conservancy, une grande ONG nord-américaine. La SPVS a acheté plus de 18 000 hectares de forêt et les a transformés en réserves naturelles afin d'y stocker du carbone. Elle a reçu 18 millions de dollars de trois grandes entreprises nord-américaines : Chevron, General Motors et American Electric Power. Les trois polluent l'environnement mais affirment qu'en stockant du carbone dans la forêt, elles compensent la pollution qu'elles causent.

Ces deux projets ont eu beaucoup d'impact sur la vie des communautés traditionnelles, dont la plupart n'ont pas de titre de propriété formel de la terre qu'elles occupent ou des forêts qu'elles utilisent. À présent, elles ne sont plus libres de travailler la terre comme elles le faisaient ; elles ne peuvent plus planter ni élever des animaux.

Il y a trente ou quarante ans, la population de Guaraqueçaba était le double ou plus de ce qu'elle est aujourd'hui, parce que tout le monde travaillait ; les familles étaient nombreuses mais elles pouvaient travailler et manger. À présent, tout est interdit et la plupart des gens sont allées à la ville, elles se sont parties très loin.

Voilà ce que les habitants des lieux ont raconté à l'équipe du WRM quand elle est allée visiter les communautés Caiçaras, Quilombolas et Guaranis pour qu'elles donnent leurs propres réponses aux questions : Que pensez-vous de ce type de projets de l'économie verte ? Que se passe-t-il quand les communautés s'organisent et reprennent le contrôle de leur terre, comme c'est arrivé dans le cas de la communauté de Rio Pequeno qui, avec l'aide du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST), a occupé une zone que son propriétaire éleveur prévoyait de vendre à la SPVS. Les familles se sont organisées, elles ont installé un campement et commencé à construire un nouvel avenir pour leurs enfants.

Leurs témoignages font partie d'un documentaire qui montre que des peuples comme les Caiçaras, les Quilombolas et les Guaranis ont été les véritables protecteurs des forêts : « Tout ce beau paysage que vous voyez, ce ne sont pas les soi-disant écologistes qui l'ont conservé. Non, c'est nous qui en avons pris soin et qui l'avons conservé jusqu'à présent. Nous n'avons rien ravagé, nous n'avons jamais endommagé l'environnement. Au contraire, nous avons toujours vécu ici et tout ce qu'il y a de beau, c'est nous qui l'avons fait. Personne de l'extérieur ».

La vidéo « Territoire contesté. L'économie verte vs les économies communautaires. Une histoire sur les peuples de la Forêt Atlantique du sud du Brésil » est disponible, en français, sur [http://wrm.org.uy/Videos/Territoire\\_Conteste\\_intro.html](http://wrm.org.uy/Videos/Territoire_Conteste_intro.html)

[index](#)

---

## LES GENS SE METTENT À L'ŒUVRE

### - Brésil : Le peuple indigène Mundukuru annule un projet REDD

La communauté indigène Mundukuru de l'État de Pará (Amazonie brésilienne) a décidé d'annuler un contrat qui aurait permis à l'entreprise irlandaise « Celestial Green Ventures » de vendre des crédits de carbone provenant des forêts de leur territoire. L'accord avait été signé au début de cette année et donnait à l'entreprise des droits sur le carbone des forêts situées à l'intérieure du territoire indigène.

« Nous allons annuler l'accord. Beaucoup de membres de la tribu n'en voulaient pas, de sorte que nous avons décidé de l'arrêter pour éviter des problèmes », a dit Candido Waru, leader d'une association locale des Munduruku.

L'accord était soumis à une enquête du Ministère public fédéral du Brésil ; celui-ci estime qu'une trentaine d'accords de ce genre ont déjà été signés dans le pays. <http://www.pointcarbon.com/news/1.2049556>

[index](#)

---

### - La Vía Campesina : l'agro-écologie est la pierre angulaire de la souveraineté alimentaire

La Vía Campesina International s'est réunie en Surin, Thaïlande, pour la première rencontre mondiale de l'agro-écologie et des semences paysannes, dans le but de

partager des expériences et de formuler une stratégie et une vision sur l'agro-écologie et les semences.

En Thaïlande, les petits exploitants ont de plus en plus tendance à abandonner l'agriculture industrielle basée sur la révolution verte et à se tourner vers l'agro-écologie qui, d'après La Via Campesina, est la pierre angulaire de la souveraineté alimentaire.

« Nous ne pouvons pas réaliser la souveraineté alimentaire si l'agriculture dépend d'intrants contrôlés par des entreprises, si l'impact de la technologie détruit notre mère la Terre, si nous ne nous opposons pas à la marchandisation et à la spéculation alimentaire et foncière, et si nous ne créons pas de meilleures conditions de vie pour tous ceux qui mettent à la disposition de nos communautés une alimentation saine et accessible », dit la déclaration de Surin.

L'agro-écologie est un instrument pour confronter les multinationales de l'agro-alimentaire et le modèle dominant d'agriculture tournée vers l'exportation ; c'est un élément essentiel de la construction de la justice sociale dans un nouveau système égalitaire qui ne soit pas dominé par le capital.

La Via Campesina affirme : « l'agro-écologie permettra de nourrir les peuples. Il est temps de produire ! ».

Vous trouverez le texte intégral de la déclaration sur :

<http://viacampesina.org/fr/index.php/les-grands-ths-mainmenu-27/agriculture-paysanne-durable-mainmenu-42/725-declaration-de-surin-de-la-premiere-rencontre-mondiale-de-l-agroecologie-et-des-semences-paysannes>

[index](#)

---

### **- Avertissement aux institutions financières : ne financez pas la destruction des forêts que font l'APP et d'autres entreprises papetières indonésiennes**

Plusieurs banques et institutions financières du monde entier ont été averties, le 6 novembre dernier, qu'elles devraient éviter d'investir dans les usines à pâte et à papier associées à la déforestation et à des violations des droits de l'homme en Indonésie.

Soixante organisations non gouvernementales écologistes et sociales, dont une douzaine d'organisations de la société civile indonésienne, ont envoyé des lettres demandant à être assurées que les institutions financières n'investiront pas dans l'augmentation de la capacité de production d'Asia Pulp & Paper (APP) et d'autres compagnies associées au Groupe Sinar Mas, tant que des réformes n'auront pas été introduites.

Trois représentants des ONG écologistes et sociales d'Indonésie qui ont signé la lettre se réuniront avec les investisseurs, les gouvernements, les ONG et les médias de huit pays européens. Ils présenteront de l'information sur les impacts écologiques et sociaux des activités d'APP et d'autres fabricants de pâte et de papier indonésiens.

La lettre est publiée (en anglais) sur le site internet de l'EEPAN (European Environmental Paper Network) : <http://www.environmentalpaper.eu/wp->

---

### **- Brésil : des indigènes bloquent la voie ferrée de VALE**

Le mouvement indigène Pindaré Caru, formé par les peuples Guajajara et Awá, a bloqué le 3 octobre dernier la voie ferrée de la multinationale minière VALE, dans la localité de Alto Alegre do Pindaré de l'État de Maranhão.

Les indigènes protestaient contre l'assouplissement de la législation brésilienne concernant leurs droits – par des mesures telles que la PEC 215 et la résolution 303/2012 du Procureur général de l'Union (AGU) – dont le but est de faciliter à des entreprises multinationales l'appropriation de territoires indigènes pour qu'elles puissent tirer encore plus de profits de l'exploitation de leurs richesses.

VALE, deuxième entreprise minière du monde et présente dans une trentaine de pays, a reçu au début de l'année le « public eye award », un prix que l'on décerne à la pire entreprise du monde. Malgré cela, VALE insiste à se présenter comme une entreprise responsable à l'égard de la société et de l'environnement.

À l'heure actuelle, VALE est engagée dans la plantation industrielle de palmiers à huile dans l'Amazonie, ajoutant ainsi encore plus d'impacts sur les populations (voir [www.wrm.org.uy/boletim/182/opiniao.html](http://www.wrm.org.uy/boletim/182/opiniao.html)). En plus, elle fait partie depuis 2011 du groupe d'entreprises chargé de la construction du barrage hydroélectrique de Belo Monte, qui détruira au moins 50 000 hectares de forêt amazonienne et aura beaucoup d'autres effets négatifs sur les peuples de l'Amazonie.

<http://www.brasildefato.com.br/node/10827>

---

## **RECOMMANDATIONS**

– **Vidéo : « REDD démasqué. La fausse solution climatique. »** L'agence d'information Mending News accueille Tom Goldtooth, directeur exécutif de l'IEN (Réseau écologiste indigène) pour savoir la vérité sur REDD, la « solution » climatique trompeuse proposée par l'ONU. « Réduire les émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement » semble très bien sur le papier, mais la réalité est que le système REDD favorise la colonisation globale de la Terre-mère et le vol de son avenir.

<http://www.youtube.com/watch?v=7OzB-WBuwgk> (en anglais seulement)

---

– **Rapport : « La reconnaissance des sites et des territoires naturels sacrés du Kenya : analyse de la manière dont la constitution kényane et la législation nationale et internationale peuvent contribuer à la reconnaissance des sites naturels sacrés et de leur systèmes communautaires de gouvernance »**, par Adam Hussein Adam.

Publié (en anglais) par l'Institut pour la culture et l'écologie (Kenya), le Réseau africain de la biodiversité et la Fondation Gaia.

[index](#)

---

– **Vidéo : Appel à l'action des leaders indigènes Sarayaku** contre l'extraction de pétrole dans la forêt amazonienne du sud de l'Équateur.

[http://www.youtube.com/watch?feature=player\\_embedded&v=58cC0RppBe0](http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=58cC0RppBe0) (en espagnol, sous-titré en anglais).

[index](#)

---

– **Nouveau bulletin d'information : REDD et les services écologiques menacent la vie des habitants des forêts de l'Acre, Brésil.** Ce bulletin du Syndicat des travailleurs de Xapuri et de la fédération indigène FEPHAC (en anglais) explique les vrais problèmes des habitants des forêts de l'Acre et les raisons pour lesquelles REDD et les services écologiques ne sont pas en mesure de les résoudre ; au contraire, le bulletin énumère plusieurs inquiétudes qu'ils soulèvent.

[http://www.wrm.org.uy/subjects/REDD/REDD\\_Acre.pdf](http://www.wrm.org.uy/subjects/REDD/REDD_Acre.pdf)

[index](#)

---